

ARRETE MUNICIPAL PORTANT PERMISSION DE VOIRIE ET CIRCULATION ALTERNEE RUE DES FOSSES ARRETE N°24-09-002

Le maire de la ville d'Orgelet ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code pénal ;

Vu la loi modifiée n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière, modifié par l'arrêté du 6 décembre 2011 ;

Vu la demande, en date du 27 septembre 2024, du Cabinet d'Architecture Sandrine Cartallier, Maître d'œuvre pour le projet de réhabilitation du bâtiment communal « Le Brillat » à Orgelet, afin de demander une autorisation de fermeture totale de la circulation rue des Fossés, le lundi 21 octobre 2024 de 13h30 à 16h00, pour la livraison de matériaux nécessaires à l'exécution des travaux ;

Considérant qu'il convient de réglementer la circulation et le stationnement sur le domaine public, rue des Fossés, 39270 Orgelet, afin de permettre la livraison ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : le lundi 21 octobre 2024, de 13h30 à 16h00, la circulation et le stationnement seront interdits rue des Fossés, conformément au plan présenté ci-dessous. Une déviation pour tous véhicules, par le chemin des Alamans, sera mise en place par les services techniques de la commune ;

Article 2 : Le libre passage des usagers sera assuré par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. Le signalement de l'interdiction sera à la charge et sous la responsabilité des entreprises concernées par la livraison ;

Article 3 : Le domaine public sera temporairement occupé, les droits des tiers demeurants expressément préservés ;

Article 4 : La présente autorisation ne pourra être ni cédée, ni louée, ni prêtée, et est accordée à titre précaire et révocable. Son retrait ne pourra donner lieu à une quelconque indemnisation, au titre de l'article R2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques ;

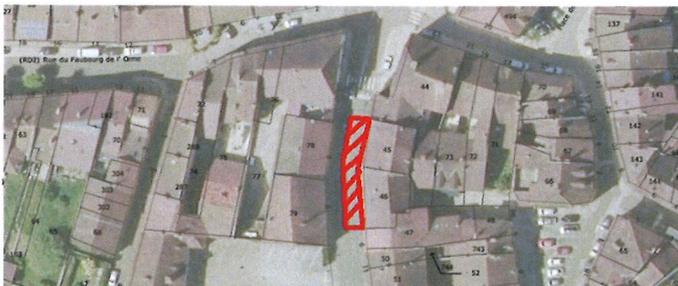
Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur ;

Article 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément au règlement en vigueur ;

Article 7 : Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant de Gendarmerie, Messieurs les officiers de la police intercommunale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le présent arrêté sera notifié au Cabinet d'architecture Sandrine CARTALLIER, à M le Commandant de Gendarmerie, à Mrs les Officiers de la Police Intercommunale.



Fait à Orgelet, le 27 septembre 2024,

Le Maire,

Jean-Paul Duthion